

**Art. 2.** L'article 4, 5<sup>e</sup> des mêmes statuts, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1978, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 5<sup>e</sup> faire toutes opérations de crédit, de prêt ou d'emprunt avec des intermédiaires financiers, les opérations en devises ne pouvant excéder un plafond fixé par le Ministre des Finances;

6<sup>e</sup> acquérir et céder pour son propre compte ou pour compte d'autrui, tous effets publics ainsi que tous titres d'emprunts négociés sur des marchés de fonds. »

**Art. 3.** L'article 22, alinéa 7 des mêmes statuts, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, est abrogé.

**Art. 4.** L'article 41 des mêmes statuts, modifié par l'arrêté royal du 20 janvier 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« L'excédent favorable du bilan, compte tenu des fluctuations de valeur, des frais généraux, charges, amortissements, provisions pour risques et charges probables, constitue le bénéfice net de l'Institut.

Après déduction éventuelle des remboursements dus à l'Etat en raison de la mise en œuvre de la garantie prévue à l'article 5, alinéa 3 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, le bénéfice net est affecté de la manière suivante :

1<sup>e</sup> cinquante pour cent du produit net de la réserve sont affectés à celle-ci;

2<sup>e</sup> il est attribué aux détenteurs de parts un dividende récupérable dont le montant, arrêté par l'assemblée générale, ne peut dépasser le montant fixé par le Roi;

3<sup>e</sup> un montant qui n'excédera pas celui du dividende annuel attribué en vertu du 2<sup>e</sup> peut être reporté à nouveau;

4<sup>e</sup> l'excédent est porté à la réserve;

5<sup>e</sup> l'assemblée générale des détenteurs de parts peut toutefois décider, sur proposition du comité de direction, qu'aucune répartition de dividende n'aura lieu. Dans ce cas, le bénéfice est soit porté à la réserve, soit reporté à nouveau à concurrence du montant du dividende qui aurait dû être attribué.

La réserve est placée en titres d'emprunts émis par les pouvoirs publics ou dont le service d'intérêt et d'amortissement est assumé ou garanti par un pouvoir public. »

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 29 janvier 1991.

**Art. 6.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

**Art. 2.** Artikel 4, 5<sup>e</sup> van dezelfde statuten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1978, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 5<sup>e</sup> alle krediet-, lening- of ontleningverrichtingen met financiële instellingen waarbij de verrichtingen in deviezen niet hoger mogen liggen dan een door de Minister van Financiën te bepalen maximum;

6<sup>e</sup> verwerven en overdragen, voor eigen rekening of voor rekening van derden, van alle overheidspapier en alle op financiële markten verhandelde schuldbewijzen. »

**Art. 3.** Artikel 22, zevende lid van dezelfde statuten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Artikel 41 van dezelfde statuten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 januari 1976, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het batig saldo van de balans, dat rekening houdt met de waardeschommelingen, algemene kosten, andere kosten, afschrijvingen, voorzieningen voor voorzienbare risico's en kosten, vormt de netto-winst van het Instituut.

Na eventuele aftrek van de terugbetalingen aan de Staat, ingevolge de werking van de waarborg als bedoeld in artikel 5, derde lid van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935, wordt de netto-winst als volgt bestemd :

1<sup>e</sup> 50 pct. van de netto-opbrengst van de reserve wordt aan deze reserve toegevoegd;

2<sup>e</sup> aan de aandeelhouders wordt een recupererbaar dividend toegekend, waarvan het door de algemene vergadering bepaalde bedrag niet hoger mag zijn dan het door de Koning vastgestelde bedrag;

3<sup>e</sup> een bedrag dat niet hoger is dan het jaarlijks krachtens het 2<sup>e</sup> toegekende dividend, mag naar het volgende boekjaar worden overgedragen;

4<sup>e</sup> het overschat wordt aan de reserve toegevoegd;

5<sup>e</sup> op voorstel van het bestuurscomité kan de algemene vergadering van aandeelhouders evenwel geen dividend uit te keren. In dat geval wordt de winst hetzij aan de reserve toegevoegd, hetzij ten belope van het bedrag van het dividend dat had moeten worden uitgekeerd, naar het volgende boekjaar overgedragen.

De reserve wordt belegd in schuldtitels uitgegeven door de overheid of waarvan de rentebetaling en de aflossing worden gedragen of gwaarborgd door een overheid. »

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 29 januari 1991.

**Art. 6.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 januari 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

F. 91 — 233

**25 JANVIER 1991.** — Arrêté royal concernant l'exonération de précompte mobilier en ce qui concerne les revenus de titres dématérialisés de la dette de l'Etat, de transactions sur ces titres et de titres d'emprunt de l'Etat Belge, dénommés « obligations linéaires »

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170 modifié par les lois des 15 juillet 1986, 28 décembre 1983 et 22 décembre 1989;

Vu la loi relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire du 2 janvier 1991;

N. 91 — 233

**25 JANUARI 1991.** — Koninklijk besluit betreffende de vrijstelling van de roerende voorheffing met betrekking tot inkomsten van gedematerialiseerde effecten van de Staatschuld, van transacties in die effecten en van effecten van leningen van de Belgische Staat, genaamd « lineaire obligaties »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 170, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1986, 28 december 1983 en 22 december 1989;

Gelet op de wet betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium van 2 januari 1991;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, notamment :

- l'article 89, § 2, 3\*, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1966;
- l'article 97, § 1er, 1\*, a, remplacé par l'arrêté royal du 16 mars 1977;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant :

- que le présent arrêté est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 29 janvier 1991;
- qu'il doit donc être porté à la connaissance des intéressés dans les plus brefs délais;
- que cet arrêté doit par conséquent être pris d'urgence;

Sur proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** En ce qui concerne les titres dématérialisés de la dette de l'Etat qui sont exclusivement inscrits en compte, il est, sans préjudice des dispositions de l'article 2, renoncé totalement à la perception du précompte mobilier en ce qui concerne :

- les revenus de ces titres;
- l'indemnité, payée en compensation des revenus de ces titres, qui sont attribués ou mis en paiement pendant la période de prêt ou de cession rétrocession;
- le revenu mobilier, réalisé à l'occasion des transactions de cession rétrocession sur ces titres;
- le revenu mobilier résultant de toute autre transaction quelconque sur ces titres,

pourvu que seules les personnes et institutions appartenant à l'une des catégories mentionnées ci-après, puissent acquérir ces titres en propriété, les recevoir en gage ou obtenir des droits réels y relatifs, et exécuter entre elles des opérations sur ces titres :

1<sup>o</sup> les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés;

2<sup>o</sup> les organismes paraétatiques de sécurité sociale ou les organismes y assimilés visés à l'article 87, 2<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus;

3<sup>o</sup> les fonds communs de placement visés à l'article 96, § 1er du même arrêté;

4<sup>o</sup> les épargnants non-résidents visés à l'article 87, 6<sup>o</sup>, du même arrêté;

5<sup>o</sup> les contribuables visés à l'article 139, 2<sup>o</sup> du Code des impôts sur les revenus, qui sont assujettis à l'impôt des non-résidents conformément à l'article 144 du même Code, et qui ont affecté les capitaux productifs des revenus à l'exercice de leur activité professionnelle en Belgique;

6<sup>o</sup> l'Etat belge, pour ses placements exempts du précompte mobilier,

à la condition que le teneur de comptes et le débiteur des revenus de ces titres se conforment aux mesures arrêtées par le Ministre des Finances ou son délégué en vue de l'identification du bénéficiaire des revenus.

**Art. 2.** En ce qui concerne les revenus de titres d'emprunt de l'Etat Belge, dénommés « obligations linéaires », il est renoncé totalement à la perception du précompte mobilier pour autant que les bénéficiaires appartiennent à une des catégories mentionnées à l'article 1 et puissent être identifiés comme prévu à l'article 97, §§ 3, 3bis ou 5, selon le cas, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

**Art. 3.** Pour les bénéficiaires, non visés à l'article 1, de revenus de titres d'emprunt de l'Etat Belge, dénommés « obligations linéaires », le précompte mobilier est retenu sur les revenus de ces titres, à l'exception de la prime d'émission, par le service des grands-livres de la dette de l'Etat.

Lorsque ces personnes achètent, entre deux échéances de revenus, des titres qui étaient détenus par des titulaires, visés à l'article 1, ils ne peuvent déduire du prorata d'intérêt brut, qu'elles bonifient aux vendeurs, un montant correspondant au précompte mobilier qui s'y rapporte.

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op :

- artikel 89, § 2, 3\*, vervangen door het koninklijk besluit van 7 december 1966;
- artikel 97, § 1, 1\*, a, vervangen door het koninklijk besluit van 16 maart 1977;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

- dat dit besluit van toepassing is op de met ingang van 29 januari 1991 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten;
- dat het dus ten spoedigste ter kennis dient te worden gebracht aan de belanghebbenden;

— dat dit besluit bijgevolg dringend moet worden getroffen;

Op voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Met betrekking tot de gedematerialiseerde effecten van de staatschuld die uitsluitend op rekening zijn geboekt, wordt, onvermindert de bepalingen van artikel 2, van de inning van de roerende voorheffing volledig afgewezen met betrekking tot :

- de inkomsten van die effecten;
- de vergoeding, die wordt uitbetaald ter compensatie van het inkomen van die effecten, dat wordt toegekend of betaalbaar gesteld tijdens de periode van uitleening of van cessie-retrocessie;
- het roerend inkomen, verwezenlijkt ter gelegenheid van cessie-retrocessie transacties in die effecten;
- het roerend inkomen voortvloeiend uit enigerlei andere transactie in die effecten,

mits alleen de personen en instellingen die behoren tot één van de hierna vermelde categorieën die effecten in eigendom kunnen verwerven, er pandrechten of andere zakelijke rechten kunnen op verkrijgen in onderling transacties in die certificaten kunnen verrichten :

1<sup>o</sup> de aan de vennootschapsbelasting onderworpen belastingplichtigen;

2<sup>o</sup> de parastatale instellingen voor sociale zekerheid of de daarmee gelijk te stellen instellingen bedoeld in artikel 87, 2<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

3<sup>o</sup> de gemeenschappelijke beleggingsfondsen bedoeld in artikel 86, § 1 van hetzelfde besluit;

4<sup>o</sup> de spaarders niet-verblifhouwers bedoeld in artikel 87, 6<sup>o</sup> van hetzelfde besluit;

5<sup>o</sup> de belastingplichtigen bedoeld in artikel 139, 2<sup>o</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, die onderworpen zijn aan de belasting van de niet-verblifhouwers overeenkomstig artikel 144 van hetzelfde Wetboek en die de inkomstgevende kapitalen hebben aangewend voor de uitoefening van hun beroepswerkzaamheid in België;

6<sup>o</sup> de Belgische Staat, voor zijn van roerende voorheffing vrijgestelde beleggingen,

onder de voorwaarde dat de instelling die de rekeningen bijhoudt en de schuldenaar van de inkomsten van die effecten de door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde uitgevaardigde voorschriften tot identificatie van de genieters der inkomsten naleven.

**Art. 2.** Met betrekking tot de inkomsten van effecten van leningen van de Belgische Staat, genaamd « linéaire obligaties », wordt volledig afgewezen van de inning van de roerende voorheffing voor zover de genieters behoren tot één van de in artikel 1 vermelde categorieën en, naargelang van het geval, kunnen worden geïdentificeerd zoals bepaald in artikel 97, §§ 3, 3bis of 5 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965, tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

**Art. 3.** Voor de niet in artikel 1 bedoelde genieters van inkomsten van effecten van leningen van de Belgische Staat, genaamd « linéaire obligaties », wordt de roerende voorheffing op de inkomsten van die effecten, met uitzondering van de uitgiftepremie, ingehouden door de dienst van de grootboeken van de Staatschuld.

Indien die personen tussen twee vervaldagen van de inkomsten effecten kopen die door in artikel 1 bedoelde houders werden gehouden, mogen zij niet van de bruto prorata-intrest die zij aan de verkopers vergoeden een bedrag in mindering brengen dat overeenstemt met de roerende voorheffing die er betrekking op heeft.

En pareil cas, lesdites personnes peuvent :

— après conversion des titres en inscriptions nominatives dans le grand-livre de la dette publique;

— et pour autant qu'elles se conforment à la procédure fixée par le Ministre des Finances ou son délégué,

obtenir à l'intervention de l'Administration de la Trésorerie, la restitution du montant correspondant au précompte mobilier qu'elles ont payé aux vendeurs.

Ces mêmes personnes ne peuvent, entre deux échéances de revenus, céder, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, les obligations linéaires inscrites au grand-livre de la dette publique, qu'après avoir versé au Caissier de l'Etat, pour compte du Service de la dette publique, le montant correspondant au précompte mobilier qui se rapporte au prorata d'intérêt brut couru depuis la date de paiement des souscriptions à la première tranche ou depuis la date de la dernière échéance de revenus.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, les personnes susvisées, opérant une cession entre elles, peuvent éviter ledit versement au Caissier de l'Etat en convenant que le cessionnaire remette au service des grands-livres de la Dette de l'Etat, un document signé dont il appert qu'il s'engage à n'introduire aucune demande de restitution du montant correspondant au précompte mobilier.

**Art. 4.** L'article 89, § 2, 3<sup>e</sup> de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1966, est abrogé.

**Art. 5.** Dans le même arrêté l'article 97, § 1, 1<sup>a</sup>, a, remplacé par l'arrêté royal du 16 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« a) article 89, § 2, 1<sup>a</sup>, 2<sup>a</sup>, 4<sup>a</sup> à 6<sup>a</sup>, a »;

**Art. 6.** En ce qui concerne les revenus de certificats de Trésorerie, non convertis en titres dématérialisés, émis avant le 29 janvier 1991, il est renoncé totalement et irrévocablement à la perception du précompte mobilier.

**Art. 7.** Sont abrogés dans l'arrêté royal du 11 mai 1989, relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 % — 1er juin 1999 » :

1<sup>o</sup>) l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 24 mai 1989;

2<sup>o</sup>) l'article 13, §§ 3, 4 et 5.

**Art. 8.** Sont abrogés dans l'arrêté royal du 12 mars 1990, relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 5 avril 1996 » :

1<sup>o</sup>) l'article 13;

2<sup>o</sup>) l'article 15, §§ 3, 4 et 5.

**Art. 9.** Sont abrogés dans l'arrêté royal du 25 juin 1990 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 2 août 2000 » :

1<sup>o</sup>) l'article 13;

2<sup>o</sup>) l'article 15, §§ 3, 4 et 5.

**Art. 10.** Sont abrogés dans l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,25 % — 2 janvier 1998 » :

1<sup>o</sup>) l'article 18;

2<sup>o</sup>) l'article 20, §§ 3, 4 et 5.

**Art. 11.** Le présent arrêté est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 29 janvier 1991.

**Art. 12.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

In dergelijk geval kunnen bedoelde personen :

— na omzetting van de effecten in inschrijvingen op naam in het grootboek van de staatsschuld;

— en voor zover ze zich schikken naar de door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde terzake vastgestelde procedure,

door tussenkomst van de Administratie der Thesaurie, de teruggeve bekomen van het bedrag dat overeenstemt met de roerende voorheffing die zij aan de verkopers hebben betaald.

Diezelfde personen mogen tussen twee vervaldagen van inkosten, noch kosteloos, noch tegen betaling de in het grootboek der staatsschuld ingeschreven lineaire obligaties afstaan dan nadat bij de Rijkskassier, voor rekening van de dienst der staatsschuld het bedrag werd gestort dat overeenstemt met de roerende voorheffing, die betrekking heeft op de bruto prorata-intresten opgelopen, sedert de datum van betaling van de inschrijvingen op de eerste tranche of sedert de datum van de laatste vervaldag van inkosten.

In afwijking van het vorige lid kunnen bedoelde personen, wanneer ze onder elkaar een cessie afsluiten, de bovenvermelde storting bij de Rijkskassier vermijden door overeen te komen dat de cessionaris aan de dienst van de grootboeken van de Staatsschuld een ondertekend document aangeeft, waaruit blijkt dat hij er zich toe verbindt geen enkele aanvraag in te dienen er toe strekkend om teruggave te bekomen van het bedrag dat overeenkomt met de roerende voorheffing.

**Art. 4.** Artikel 89, § 2, 3<sup>e</sup> van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomenbelastingen, vervangen door het koninklijk besluit van 7 december 1966, wordt opgeheven.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt artikel 97, § 1, 1<sup>a</sup>, a, vervangen door het koninklijk besluit van 16 maart 1977, vervangen door volgende bepaling :

« a) artikel 89, § 2, 1<sup>a</sup>, 2<sup>a</sup>, 4<sup>a</sup> tot 6<sup>a</sup>, a »;

**Art. 6.** Met betrekking tot de inkosten van de niet in gedematerialiseerde effecten gecorriveerde schatkistcertificaten, uitgegeven vóór 29 januari 1991, wordt geheel en onvoorwaardelijk afgien van de inning van de roerende voorheffing.

**Art. 7.** Worden opgeheven in het koninklijk besluit van 11 mei 1989 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,25 % — 1 juni 1999 » :

1<sup>o</sup>) artikel 11, gewijzigd door het koninklijk besluit van 24 mei 1989;

2<sup>o</sup>) artikel 13, §§ 3, 4 en 5.

**Art. 8.** Worden opgeheven in het koninklijk besluit van 12 maart 1990 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % — 5 april 1996 » :

1<sup>o</sup>) artikel 13;

2<sup>o</sup>) artikel 15, §§ 3, 4 en 5.

**Art. 9.** Worden opgeheven in het koninklijk besluit van 25 juni 1990 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % — 2 augustus 2000 » :

1<sup>o</sup>) artikel 13;

2<sup>o</sup>) artikel 15, §§ 3, 4 en 5.

**Art. 10.** Worden opgeheven in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 9,25 % — 2 januari 1998 » :

1<sup>o</sup>) artikel 18;

2<sup>o</sup>) artikel 20, §§ 3, 4 en 5.

**Art. 11.** Dit besluit is van toepassing op de met ingang van 29 januari 1991 toegekende of betaalbaar gestelde inkomen.

**Art. 12.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT